

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

25<sup>ème</sup> année - N°4749 - Mercredi 13 Novembre 2024 - Prix : 200 Fc

ANCIENS COMBATTANTS

## Tirailleurs comoriens, commémorés à Moroni



Anciens combattants comoriens.

**SURETÉ ET SÉCURITÉ :**

**Les clubs de l'élite outillés  
pour des stades sûrs**

LIRE PAGE 7

**Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)**

**10 Djamadul Awal 1446**

**Prières aux heures officielles  
Du 11 au 15 Novembre 2024**

**Lever du soleil:**

**05h 33mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 11mn**

Fadjr : 04h 21mn

Dhouhr : 11h 55mn

Ansr : 15h 26mn

Maghrib : 18h 14mn

Incha : 19h 28mn



JOURNÉE DE LA FEMME RURALE :

# Hadidja, une agricultrice ambitieuse

*Hadidja Athoumani, incarne la fierté de l'agriculture comorienne, celle qui nourrit et façonne les générations futures. Tout comme beaucoup de femmes, elle a appris à faire face en pratiquant une agriculture durable en harmonie avec la nature et en contribuant positivement à la vie de sa communauté.*

La journée de la femme rurale est l'occasion de parler de celles qui se battent jour et nuit pour la production alimentaire, de ces gardiennes de l'environnement et de la biodiversité. C'est le cas de Hadidja Athoumani, la soixantaine. À Diboïni, à Ngazidja, elle est bien plus qu'une agricultrice. Elle incarne l'esprit de la femme rurale, celle qui puise la force et la résilience dans les champs, cultivant depuis toujours pour nourrir sa famille et contribuer au développement de sa communauté. Mère de six enfants, Hadidja est

une figure inspirante, reliant les générations à travers les pratiques agricoles qu'elle a apprises de ses parents. « Je suis agricultrice et je cultive du manioc et des patates douces, » confie-t-elle avec une fierté. Mais cette année, elle est sortie de sa zone de confort, elle s'est lancée dans la culture du gingembre. « J'ai décidé de tester cette nouvelle culture. Ce gingembre que vous voyez, c'est mon défi pour l'année », dit-elle.

Ce pari agricole a été rendu possible grâce à l'appui du centre rural de développement économique (CRDE), du PNUD et de l'USAID, qui, depuis trois à quatre ans, travaillent avec des cultivateurs comme Hadidja pour diversifier les cultures et améliorer la sécurité alimentaire aux Comores. « Au début, certains doutaient de projet de culture du gingembre pour les Comoriens, » se souvient Hadidja. « Aujourd'hui, c'est une réalité. » Avec les 107 kilos de semences de gingembre fournis



Hadidja Athoumani, agricultrice.

par le CRDE, elle espère atteindre une récolte de 700 kilos cette année.

Hadidja partage sa gratitude

pour cette initiative, espérant que le succès de ses récoltes améliorera les conditions de vie de sa famille. « Avec l'argent de cette

récolte, je pourrai payer les frais scolaires de mes enfants, acheter à manger, et même participer aux travaux de notre ville, » explique-t-elle. Pour elle, l'agriculture est bien plus qu'une simple activité, c'est aussi un moyen de transmission et de progrès, un mode de vie qu'elle entend passer à ses enfants. « Dès leur sortie de l'école, je les emmène aux champs avec moi pour qu'ils apprennent à travailler, » dit-elle.

Cette expérience partagée, démontre l'impact de la collaboration pour l'agriculture locale. « J'implore Dieu pour que les partenaires continuent à nous soutenir et qu'on puisse poursuivre cette route ensemble, » ajoute-t-elle, regardant avec espoir l'avenir. Hadidja est prête à relever tous les défis, et à chaque saison, elle nourrit non seulement sa terre, mais aussi les racines profondes de son pays.

Andjouza Abouheir

HABARI ZA UDUNGA

## Gouvernance, un pays, deux systèmes

*Dans un rapport national sur le développement humain, du Programme des Nations Unies pour le Développement, paru en 2001, on peut lire ceci, concernant la gouvernance : « Il faut, en premier lieu définir ce qu'on entend par « gouvernance ».*

De manière générale, la « gouvernance » traduit la manière dont l'autorité et le contrôle s'exercent dans un pays. Elle concerne la façon de gérer les ressources disponibles et peut, pour cela, s'appuyer sur des traditions comme sur des institutions. Ceci montre son caractère ambivalent qui prend en compte autant les aspects cul-

turels, support de la tradition, que les mécanismes de gestion moderne, pour construire un mode de gestion optimal. Cette ambivalence présente aux Comores où cohabitent un système moderne de gestion par l'Etat et un système traditionnel réglant fortement la vie des individus, peut avoir des conséquences positives comme négatives.

Conséquences positives, car on peut rendre la gestion plus performante en tirant parti simultanément des deux systèmes pour imaginer les composantes d'une « bonne gouvernance » propre à la société comorienne. Conséquences négatives, car elle peut être aussi, malheureuse-

ment, source de confrontation permanente entre les valeurs des deux systèmes, et enclencher des décisions inappropriées de « mauvaise gouvernance » et de comportements de corruption. Dans ce cas, il peut y avoir perversion du fonctionnement de l'Etat, et de la démocratie, par le système traditionnel. »

Il est connu que dans les îles de la lune, tous les régimes passés se sont cassé les dents en essayant de trouver le juste équilibre entre ces deux systèmes. En dernier ressort c'est le système traditionnel qui s'en sort mais avec des mutations qui le rendent toujours plus sournois dans la façon dont il maintient la société sous son emprise. Ce système


traditionnel qui est partout, casse toute velléité de sa remise en cause. C'est un système qui s'auto reproduit tel un monstre à plusieurs têtes. Tout ce que le pays compte de cadres et d'intellectuels passe à la moulinette et croit ainsi trouver le salut en devenant un homme complet « Mdru mdzima ».

Si personne n'a rien à redire à ce qu'une société donnée s'attache à ses traditions, on se doit dans une certaine mesure, à un certain moment, d'essayer de faire la part des choses. Dans un pays où les ressources tant humaines que naturelles sont loin d'être les moindres mais où la bougie est de rigueur, où plus de la moitié de la population ne mange pas à sa faim et où l'on assiste à des débats sans fin sur la politique, on a l'impression

étrange de vivre sur une autre planète.

Doit-on continuer à se fermer les yeux et croire que les choses finiront par s'arranger d'elles-mêmes dans le meilleur des mondes ? Ne doit-on pas en finir avec cette mauvaise foi qui nous a toujours caractérisés ? Devons nous continuer à croire que nos querelles byzantines sont la solution à nos problèmes ? Autant de questions qui doivent nous interpeller. Ayons l'audace d'espérer qu'un jour, la jeune génération abattra ces murs invisibles pour ériger une société tournée vers le progrès et la transparence. Et faire ainsi barrage à l'obscurantisme, cette « attitude d'opposition à l'instruction, à la raison et au progrès ».

Mmagaza



**UNION DES COMORES**  
Unité - Solidarité - Développement



**COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE**

Elections 2025, J11 des retraits et dépôts des dossiers de déclaration de candidature.

	Législatives	Communales	Lieu
<b>Lundi 11 Novembre 2024</b>			
Nombre de retrait	99	126	CEII Ngazidja
	60	104	CEII Anjouan
	14	26	CEII Mohéli
<b>Total</b>	<b>173</b>	<b>256</b>	
Nombre de dépôt	06	0	CEII Ngazidja
	11	11	CEII Anjouan
	0	0	CEII Mohéli
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	

### Numéros utiles

**Police**

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

**Gendarmérie**

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

**Immigration**

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Mohéli: 772 01 37

**Aéroport**

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Mohéli: 772 03 71

**HÔTELS & RESTAURANTS :**

Le Select 773 00 31

**Port maritime**

Moroni: 773 00 08  
Mohéli: 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

**Hopitaux**

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

**Banques**

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 773 43 43  
Meck: 773 36 40

**MAMWE**

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18

## ANCIENS COMBATTANTS

# Tirailleurs comoriens, commémorés à Moroni

*Tirailleurs, poilus, anciens combattants, autant de noms pour qualifier tous ceux qui sont tombés pour défendre l'ancienne puissance coloniale. Cette année, pour le 106e anniversaire de l'armistice de 1918, qui a mis fin à la guerre de 14-18, la France, plus particulièrement sa représentation diplomatique à Moroni a été présente lors d'une cérémonie organisée à la place de France à Moroni, pour la mémoire des anciens.*

C'est ce qu'on appelle mettre les petits plats sur les grands, l'association des anciens combattants français en Union des Comores (Aacfuc), le Gouvernement comorien, et l'Ambassade de France, ont célébré ensemble les combattants comoriens

morts pour la France. Ils furent 3%, les combattants africains morts pour défendre les couleurs de la République française lors de la première guerre mondiale.

En termes comptables, cela représente à peu près, 45 000 africains morts sur les quelques

500 000 engagés. Et parmi eux, quelques 1300 comoriens ont combattu dans les tranchées de Verdun, dans la Somme, et l'Oise, malheureusement seuls une centaine reviendra vivantes de cette grande épouvante. Faisant l'éloge de ces combattants disparus dans des conditions atroces, le directeur de cabinet chargé de la défense auprès de la présidence de la république a appelé les gens à se souvenir d'eux, pour éviter de retomber sur les erreurs du passé. « Dans un monde où les conflits menacent encore la stabilité de nombreux pays, il est

essentiel de nous souvenir du passé pour éviter de répéter les erreurs ».

Cette commémoration est un juste retour des choses, en ce sens que la France a mis du temps avant de reconnaître les efforts des combattants africains morts sous le drapeau tricolore. Ce n'est donc pas par hasard que l'Ambassadeur de France à Moroni, Sylvain Riquier a tenu personnellement à rendre hommage à ces valeureux hommes tombés sous les balles de l'armée allemande, et de ses alliés. « Tous ces braves, avec l'encouragement moral du grand Cadi des Comores,

sont tombés loin de chez eux. Nous leur exprimons un profond respect pour leur sacrifice ».

Quant à Ousseine Attoumani, président de l'Association des anciens combattants français en Union des Comores (Aacfuc), il s'est adressé aux familles de ces anciens soldats morts pour défendre un idéal de liberté. « Nous disons à leurs familles et leurs descendants d'être fiers d'eux », comme l'a rapporté le canard de l'Etat dans son numéro du lundi 11 novembre.

Imtiyaz

## COMMÉMORATION DU 11 NOVEMBRE :

### Un hommage aux combattants

*106 ans depuis la signature de l'armistice en 1918. À la résidence France de Voidjou, le diplomate français Sylvain Riquier et le chargé de la défense Youssoufa Mohamed Ali ont rendu un vibrant hommage à l'endroit des soldats morts pour la France. Cet événement était l'occasion pour les deux pays de souligner les sacrifices partagés des deux nations, marquant leur volonté commune de poursuivre le chemin de la paix et de la coopération.*

Comme dans plusieurs pays, la France célèbre la fin de la première guerre mondiale 1914-1918. Aux Comores, une cérémonie solennelle a été organisée à la résidence France de Voidjou. Dans son allocution, l'Ambassadeur de France Sylvain Riquier a rappelé l'importance de la date du 11 novembre, marquant la fin d'un conflit dévastateur. Ce jour nous impose « le devoir de gratitude, lucidité et d'espérance ». Il a également

cité les mots du général de Castelnau pour souligner l'ampleur des souffrances vécues par les soldats sur le front, ceux qui « marchaient à demi-mort de fatigue, trempés jusqu'aux os, transis de froid... le crépitement des mitrailleuses et le mugissement des obus. Combattre le jour, combattre la nuit, veiller toujours, mourir obscurément dans le sillon d'un labour ».

L'Ambassadeur a tenu à rendre un hommage particulier aux tirailleurs comoriens, ces soldats oubliés de l'histoire qui se sont battus aux côtés des Français. « Près de 1 300 soldats comoriens ont pris part à ce conflit, dont 129 ont été reconnus morts pour la France », a-t-il rappelé, évoquant leur courage dans les batailles les plus emblématiques de la guerre, comme celle de Verdun. Il a également mentionné le rôle du prince Saïd Houssein, figure historique comorienne, soulignant que l'engagement de ces hommes constitue une source de fierté et de



L'ambassadeur de France prononçant son discours au côté du chargé de la défense.

respect pour les deux pays.

De son côté, le directeur de Cabinet du Président comorien, chargé de la défense, a souligné l'attachement de son pays aux valeurs de paix et de liberté, affirmant que la solidarité entre les Comores et la France se manifeste de manière exemplaire dans la coopération mili-

taire. « Depuis des décennies, nos deux nations construisent ensemble une amitié et un partenariat stratégique qui servent les intérêts de paix et de stabilité », a-t-il souligné. En ce jour de mémoire, il a également exprimé le souhait de voir le différend sur l'île comorienne de Mayotte se résoudre par un dialogue

inclusif, assurant que les deux nations pourront trouver ensemble « une solution juste, pour bâtir une unité nationale fondée sur la fraternité ». Par ces mots, il a invité les autorités à poursuivre le dialogue pour une résolution durable de cette question.

Pour l'Ambassadeur de France, cette cérémonie n'était pas seulement un hommage au passé, mais aussi un appel aux nouvelles générations à ne pas oublier les leçons de l'histoire. Il a salué le travail des enseignants et des élèves comoriens dans la transmission de la mémoire : « Ce passage de flambeau aux nouvelles générations encore plus d'un siècle après ces événements est l'espoir d'une paix durable ».

Et pour marquer l'évènement, l'ancien combattant Ousseine Attoumani a été décoré pour son devoir citoyen. A sa sortie de la cérémonie, il se dit fier d'avoir reçu cette distinction.

Ali Mohamed Nasra

## FAIT DIVERS :

### Un prématuré né dans une ambulance

*Les sapeurs-pompiers sont intervenus, vers 19 heures, ce dimanche 10 novembre à Maloudzini, tout près de l'entreprise AGK pour aider une jeune maman, en plein travail d'accouchement, afin de la secourir. Avec le professionnalisme de la sage-femme Salma Halfane et l'aide de l'équipe de la DGSC, la mère et l'enfant sont sains et saufs, bien que l'accouchement ait dû se passer dans l'ambulance.*

C'est un bon travail, c'est ce qu'on peut retenir de cette intervention. Salma Halfane raconte qu'à son arrivée, la future maman lui a confié qu'elle sentait l'accouchement imminent. « Nous l'avons installée dans l'ambulance, et après un examen rapide, j'ai consi-

deré une dilatation complète. Il était donc impératif d'effectuer l'accouchement sur place, » explique-t-elle. La sage-femme se dit satisfaite de l'intervention, qu'elle a pu mener sans complication. « Pour des raisons de sécurité, nous avons transporté le bébé d'abord au service de néonatalogie, car il avait un faible poids et une faible réactivité, » ajoute-t-elle.

Elle précise que ce n'était pas sa première intervention, bien qu'elle soit inhabituelle. « En tant que sage-femme de la Sécurité civile, j'assiste souvent à des accouchements, même si, bien sûr, ils ne se déroulent pas tous en ambulance ».

De son côté, le père du nouveau-né, Oumouri Saïd, a tenu à exprimer sa reconnaissance envers la DGSC. « Ce que j'ai vécu dans cette ambu-

lance est exceptionnel ! L'hygiène était irréprochable, avec des draps propres pour le bébé. J'encourage chaque Comorien à faire confiance à la DGSC lorsqu'ils ont besoin d'aide. Tout ce dont nous avons besoin pour cet accouchement était disponible, et nous n'avons rien eu à fournir, » déclare-t-il.

Oumouri a également profité de l'occasion pour appeler les autres établissements de santé à suivre l'exemple de la DGSC en matière d'équipement et de préparation pour les accouchements, afin de mieux servir la population. Cette intervention témoigne de l'engagement de la sécurité civile envers la sécurité et le bien-être des citoyens en situation de détresse.

Mohamed Ali Nasra



photo d'illustration.

## ORTC FRAPPÉ PAR LA FOUDRE :

## L'unité de transmission endommagée

*La foudre a frappé vendredi dernier l'Office de Radio et Télévision des Comores (ORTC) et a occasionné des dégâts considérables, en particulier au sein de son unité de transmission. Une partie des équipements sont endommagés, compromettant les services de diffusion et indirectement la transmission d'événements nationaux, comme le très attendu match des Cœlacanthes, prévu pour le 15 novembre.*

Vendredi dernier, une pluie torrentielle accompagnée de fortes orages a causé d'importants dégâts. La foudre a touché le bâtiment de l'ORTC, à Voidjou, au sud de Moroni, et a gravement endommagé ses installations, paralysant une grande partie des services de transmission. Lors d'un point de presse ce lundi 11 novembre, Hablani Assoumani, directeur général de l'ORTC, a annoncé que l'unité de transmission avait été sévèrement touchée, plaçant la télévision et la radio nationale dans une situation

délicate. Malgré l'ampleur des dégâts, il a tenu à souligner les efforts des équipes techniques, qui œuvrent pour maintenir un service minimum afin de ne pas priver les Comoriens d'informations. « Nous avons dû réduire les heures de diffusion, normalement, le programme se termine à minuit, mais il arrive parfois que nous arrêtons plus tôt », a-t-il expliqué. Cette réduction vise à minimiser les risques et à préserver les ressources pour assurer une transmission minimale, dans l'attente des réparations nécessaires.

M. Hablani, a tenu à exprimer sa reconnaissance envers le gouvernement pour son soutien, en particulier son secrétaire général, les ministres de l'information et de l'intérieur, qui se sont rendus sur place dès le lendemain de l'incident pour évaluer les dégâts et apporter leur appui. Il a également salué la réactivité de la sécurité civile, intervenue rapidement pour dresser un premier état des lieux. Un rapport technique est en cours d'élaboration pour identi-

fier les causes de l'incident, mais les premières estimations révèlent que plus de 70 à 80% de l'équipement de transmission aurait été endommagé.

Ahmed Yahya, directeur technique de l'ORTC, a indiqué que l'ampleur des dommages est sans précédent. Les équipements ont été inondés, et plusieurs d'entre eux ont été gravement endommagés par la foudre. Le coût des réparations est initialement estimé à plus de 113 millions de francs comoriens, un montant susceptible d'augmenter en raison de la nécessité de remplacer l'ensemble des équipements affectés. Les dommages incluent plusieurs émetteurs radio et télé, des climatiseurs, des téléviseurs, des encodeurs, ainsi que deux serveurs. En outre, les équipements solaires, qui contribuaient à l'alimentation en énergie, ont été entièrement détruits. La panne de ces systèmes affecte directement la diffusion des programmes, rendant difficile le maintien d'un service continu.

Lors de cette rencontre avec la



La direction en conférence.

presse nationale, Hablani a précisé que certains événements à venir, comme le match de l'équipe nationale des Cœlacanthes prévu le 15 novembre, risquent de ne pas être diffusés sur la chaîne nationale. « Nous ferons tout notre possible pour y parvenir, mais il faut comprendre que cela pourrait ne pas être suffisant », a-t-il souligné. Des mesures avaient été pri-

ses, même s'il est impossible de prévenir de tels phénomènes naturels. « Après 25 ans d'existence de l'ORTC, cet incident nous rappelle que certaines situations échappent à notre contrôle », a-t-il déclaré, en appelant les téléspectateurs à faire preuve de compréhension et de solidarité.

Ibnou M. Abdou

## La fiscalité au profit du développement durable de l'Union des Comores



L'Union des Comores s'est doté d'un Plan Comores Emergent (PCE) comme vision de faire entrer le Pays dans le groupe des pays émergents à l'horizon 2030. Ce plan est accompagné par des projets phares et structurants dont le besoin de financement est estimé à plus de quatre milliards d'Euros. Tenant compte de la conjoncture (guerres, pandémie covid 19 et autres aléas) actuelle en termes de financement, le Gouvernement comorien a pris la décision la plus judicieuse et durable qui est celle de faire des ressources intérieures un levier pour le financement du PCE qui renforce ainsi la souveraineté du pays

L'option retenue dans ce sens, par les autorités comorienne soutenue par le PNUD est une politique fiscale judicieuse, favorable aux populations vulnérables, plus particulièrement les femmes et les personnes vivant avec handicap, tenant compte des différents défis et contraintes inhérentes à son statut de petit pays insulaire en développement, avec une économie dépendante de l'extérieure, dominée par le secteur informel (+80%). Cette option consiste de mettre en place une fiscalité favorable aux ODD, qui non seulement fixera des taxes et impôts pas seulement pour récolter des ressources pour financer les ODD mais aussi, qui instaure une taxation intelligente, durable tenant compte des questions liées au genre au profit de la population comorienne.

L'une des réformes engagée par les autorités fiscales, appuyée par le PNUD à travers l'Initiative Tax For SDGs est liée au paiement des taxes sur les prix des transferts. Cette réforme sur les prix de

transfert est particulièrement important pour les Comores, dans la mesure où plusieurs firmes internationales opèrent déjà sur notre territoire et d'autres projets en cours vont faire appel à ces firmes multinationales de venir exécuter ces différents projets. Les prix de transfert, c'est-à-dire les prix auxquels les entreprises transfèrent des biens, des services ou des actifs intangibles entre entités affiliées situées dans des juridictions fiscales différentes, représentent un domaine complexe mais fondamental de la fiscalité internationale. L'initiative de rejoindre le club des pays émergents en 2030, prise par le Chef de l'Etat, fait appel à des gros investissements parfois financés par des multinationales.

A travers la récente promulgation de la **Loi N°24-013AU, Loi de Finances Rectificative pour 2024**, le gouvernement comorien démontre encore une fois, son engagement et sa détermination à lutter contre les activités financières illicites et à améliorer la mobilisation des ressources nationales. Ces nouvelles dispositions visent à garantir que les transactions des multinationales respectent le principe de pleine concurrence, conformément aux normes de prix de référence, afin de prévenir le transfert de bénéfices et l'évasion fiscale. Car une politique de prix de transfert juste et équitable est essentielle pour éviter les transferts abusifs de bénéfices vers des juridictions à faible imposition, et ainsi protéger notre base imposable nationale.

**Youssef Salim Abdallah,**  
Economiste National PNUD

## UNIONS REGIONALE DES SANDUK DE GRANDE COMORES



### PROFIL DU POSTE CHARGE DES OPERATIONS DE MOYENS DE PAIEMENTS

#### MISSIONS

Responsable des opérations administratives sous-jacentes aux actions commerciales menées dans les caisses de base, vos principales responsabilités :

- Assurer le traitement des opérations bancaires et comptables
- Effectuer le suivi administratif et comptable des actions commerciales
- Gérer les documents numérisés, les outils monétaires, les moyens de paiements (virements, chèques, transferts, compensation)
- Informer les clients des traitements des opérations
- Superviser et contrôler les transactions et opérations comptables relatifs aux moyens de paiement
- Veiller au respect des règles de conformité
- Détecter et analyser les risques financiers (fraude fiscale, blanchiment...)
- Traiter les litiges entre ses collaborateurs et les clients

#### PROFIL

H/F de formation supérieure (BAC+3) en finance, comptabilité, gestion ou équivalent

Expérience non obligatoire ;

Vous avez une parfaite connaissance de l'environnement des banques et IFD des Comores et vous disposez de bonnes compétences de traitement des opérations comptables,

Orienté résultat, doté de bonnes capacités relationnelles, d'une grande autonomie, d'un sens aigu de l'organisation et de la méthode. Vous êtes responsable, loyal, discret, ouvert d'esprit et pragmatique.

La maîtrise de l'outil informatique et d'un logiciel comptable est indispensable.

#### PIECES A FOURNIR

- Lettre de motivation
- Curriculum vitae détaillé
- Diplôme légalisé
- Attestations de formation professionnelle continue pertinente
- Attestations de travail et preuves des expériences similaires

#### DATE LIMITE DE CANDIDATURE

Les candidatures doivent être envoyées par mail à l'adresse : [olabissigroupe@gmail.com](mailto:olabissigroupe@gmail.com) et copie : [secretariat.urgc@urgc-km.net](mailto:secretariat.urgc@urgc-km.net) au plus tard le **25 novembre 2024**.

## INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE :

## Des progrès significatifs

*Aux Comores, la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition porte ses fruits. Grâce à des efforts conjoints de l'État et des partenaires internationaux, les taux d'insécurité alimentaire et de retard de croissance ont connu des baisses significatives ces dernières années. Les récents progrès témoignent de l'efficacité des programmes mis en place pour améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des enfants, tout en mettant en avant la nécessité de poursuivre les efforts pour renforcer la résilience du système alimentaire.*

Dans un contexte où la sécurité alimentaire demeure un enjeu central dans le pays, de nouveaux chiffres montrent des améliorations significatives, en partie grâce aux efforts conjoints de l'État et des organisations partenaires. Le responsable nutrition du projet de résilience des systèmes alimentaires (FSRP-Comores), Hicham Mohamed Said rappelle que les données alarmantes publiées par l'INSEED en 2020, qui indi-

quaient que 44% de la population comorienne était en situation d'insécurité alimentaire, et les statistiques de l'EDS-MICS 2012 selon lesquelles 31% des enfants de moins de cinq ans souffraient de retard de croissance. « Ces chiffres appartiennent au passé », déclare-t-il. « Depuis lors, des efforts multisectoriels ont été déployés à tous les niveaux pour faire progresser la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Nous travaillons avec les communautés, coopératives agricoles notamment dans les zones rurales où les besoins sont les plus pressants ».

Les dernières données de la FAO, publiées en 2022, témoignent d'une évolution positive : le taux de pauvreté alimentaire est passé à 33%. Ce recul montre qu'un nombre croissant de foyers comoriens accède désormais à une alimentation de plus en plus stable. Une étude de référence baseline menée en août 2024 avec l'appui de l'INSEED auprès des centres ruraux de développement économique (CRDE) dans le cadre du projet FSRP-KM confirme égale-

ment cette amélioration, avec un taux d'insécurité alimentaire de 27,48%, évalué à l'aide de l'outil HFIAS (Household Food Insecurity Access Scale).

Les avancées ne concernent pas seulement l'accès aux denrées alimentaires, mais aussi la qualité nutritionnelle offerte aux plus jeunes. D'après l'enquête MICS 2022, le taux de retard de croissance, indicateur de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans, est passé de 31% en 2012 (l'EDS-MICS) à 18,2% en 2022 (MICS 2022). « Cette diminution du retard de croissance est un signe encourageant des effets positifs des initiatives nutritionnelles mises en place dans le cadre du Plan Comores Émergent », souligne M. Hicham. « Grâce à une mobilisation collective – avec des actions de diversification alimentaire, de formation des agents de santé communautaire, de renforcement des capacités des prestataires de soins et techniciens agricoles, et par le recours à des approches innovantes – nous constatons une amélioration progressive de la situation nutrition-



Hicham Mohamed Said, Responsable Nutrition du projet FSRP-Comores.

nelle des enfants ».

Cependant, ces progrès ne marquent pas la fin des défis pour les Comores. L'archipel, encore vulnérable aux chocs climatiques et économiques, doit continuer à renforcer ses systèmes alimentaires et diversifier les moyens de subsistance. « Les résultats sont encourageants, mais il est essentiel de rester vigilant. La sécurité alimentaire est une responsabilité partagée et un

engagement de longue haleine, particulièrement dans un environnement exposé aux aléas climatiques, » rappelle M. Hicham. « Nous devons tous, à tous les niveaux, autorités, partenaires, communautés et familles, continuer à unir nos efforts pour améliorer encore plus la sécurité alimentaire et nutritionnelle, elle est l'affaire de tout le monde ».

Mohamed Ali Nasra

UNIONS REGIONALE DES SANDUK  
DE GRANDE COMORES

## PROFIL DU POSTE CONTROLEUR PERMANENT (5 postes)

## MISSIONS

Contrôleur permanent au sein d'une institution financière décentralisée (IFD) ou microfinance, vous avez pour mission de participer au :

- Contrôle sur place et sur pièce des procédures internes
- Contrôle du dispositif de contrôle interne afin de vérifier sa fiabilité et sa pertinence
- Évaluation de l'efficacité des outils de gestion et de contrôle notamment et de l'entité contrôlée
- Établissement d'un diagnostic avec une formalisation des axes d'amélioration / recommandations
- Réalisation du suivi de la mise en œuvre des recommandations
- Définition d'un plan annuel de contrôle sur tout le réseau de caisses en prenant en compte les exigences réglementaires, le suivi des recommandations, la cartographie des risques et les demandes des organes exécutifs et délibérants
- Contrôle de l'efficacité du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques
- Identification et une veille sur le périmètre de conformité
- Réalisation d'une cartographie des risques de non-conformité afin d'identifier les dispositifs de maîtriser des risques et les plans d'action à mettre en place
- Réalisation des missions de contrôles
- Collecte des incidents liés aux risques de non-conformité
- Organisation et coordination des reporting, les outils de suivi et de prévention du dispositif de conformité

## PROFIL

H/F de formation supérieure (BAC+3) en finance, comptabilité, audit, gestion ou équivalent

Vous justifiez d'une expérience professionnelle avérée d'au moins 3 ans à un poste similaire dans une institution financière décentralisée ou microfinance ou banque comorienne ou plus généralement dans l'océan indien ;

Vous avez une parfaite connaissance de l'environnement des banques et IFD ou microfinance des Comores et vous disposez de bonnes compétences managériales, Orienté résultat, doté de bonnes capacités relationnelles, d'une grande autonomie, d'un sens aigu de l'organisation et de la méthode. Vous êtes responsable, loyal, discret, ouvert d'esprit et pragmatique. La maîtrise de l'outil informatique et d'un logiciel comptable est indispensable.

## PIECES A FOURNIR

- Lettre de motivation
- Curriculum vitae détaillé
- Diplôme légalisé
- Attestations de formation professionnelle continue pertinente
- Attestations de travail et preuves des expériences similaires

## DATE LIMITE DE CANDIDATURE

Les candidatures doivent être envoyées par mail à l'adresse : [olabissigroupe@gmail.com](mailto:olabissigroupe@gmail.com) et copie : [secretariat.urgc@urgc-km.net](mailto:secretariat.urgc@urgc-km.net) au plus tard **le 25 novembre 2024.**

UNIONS REGIONALE DES SANDUK  
DE GRANDE COMORES

## PROFIL DU POSTE CHEF SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

## MISSIONS

Responsable de la gestion stratégique et opérationnelle du service comptabilité au sein d'une institution financière décentralisée (IFD) ou microfinance, vos principales responsabilités :

- Définition et mise en œuvre des procédures de gestion comptable et financières
- Définition et suivi des indicateurs de performances de l'activité
- Gestion de la finance et de la trésorerie
- Tenue de la comptabilité générale et analytique de l'institution financière décentralisée (IFD)
- Suivi comptable des opérations dans le respect strict des obligations comptables et fiscales spécifiques aux institutions financières décentralisées
- Prise en charge des clôtures (mensuelles, trimestrielles, semestrielles et annuelles) des comptes
- Interface et gestion des relations avec les tiers (auditeurs externes, Banques, Direction des impôts etc...) sous l'autorité de la Directrice Exécutive
- Réalisation des analyses financières
- Supervision et encadrement de l'équipe comptable de la Direction exécutive et des caisses du réseau
- Reporting à la Directrice Exécutive et aux autorités de tutelle
- Réalisation de toute analyse spécifique à la demande de la Directrice Exécutive

## PROFIL

H/F de formation supérieure (BAC+4/5) en finance, comptabilité, gestion ou équivalent

Vous justifiez d'une expérience professionnelle avérée d'au moins 3 ans à un poste similaire dans une institution financière décentralisée ou de microfinance, ou banque comorienne, ou plus généralement dans l'océan indien ;

Vous avez une parfaite connaissance de l'environnement des banques et IFD des Comores et vous disposez de bonnes compétences managériales, Orienté résultat, doté de bonnes capacités relationnelles, d'une grande autonomie, d'un sens aigu de l'organisation et de la méthode. Vous êtes responsable, loyal, discret, ouvert d'esprit et pragmatique.

La maîtrise de l'outil informatique et d'un logiciel comptable est indispensable.

## PIECES A FOURNIR

- Lettre de motivation
  - Curriculum vitae détaillé
  - Diplôme légalisé
  - Attestations de formation professionnelle continue pertinente
  - Attestations de travail et preuves des expériences similaires
- DATE LIMITE DE CANDIDATURE  
Les candidatures doivent être envoyées par mail à l'adresse : [olabissigroupe@gmail.com](mailto:olabissigroupe@gmail.com) et copie : [secretariat.urgc@urgc-km.net](mailto:secretariat.urgc@urgc-km.net) au plus tard **le 25 novembre 2024.**

## JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LE DIABÈTE :

## De la marche pour prévenir le diabète

Le ministère de la santé à travers la direction régionale de la santé (DRS), en partenariat avec la Maison du diabète Mohéli et l'ONG Santé diabète ont célébré dimanche 10 novembre, la journée mondiale du diabète. Les organisateurs ont marché pendant 30 minutes de la DRS au parking de Salamani pour sensibiliser la population sur la prévention. « Parmi les mesures préventives de lutte contre le diabète, la marche est très bénéfique », selon les organisateurs.



Chaque 14 novembre, la journée internationale du diabète est célébrée partout dans le monde. C'est l'occasion de sensibiliser l'opinion à l'impact du diabète sur la santé des personnes et de souligner l'urgence de renforcer la prévention, le diagnostic et le traitement. À Mohéli, cette journée a été célébrée le dimanche 10 novembre, et avait mobilisé plusieurs structures. La Maison de diabète Mohéli (MDM) en a profité pour dévoiler le nombre des personnes diabétiques et hypertendues dans l'île.

« Près de 1500 personnes à

Mohéli vivent avec le diabète complé avec la tension dont plus de 1000 diabétiques seulement », précise Salami Mmaka le secrétaire général de la MDM une structure créée en 2017 et qui compte des journalistes formés et des PPE (patient père éducateur) qui répondent bien, selon Salami, à la mission de sensibilisation dans les établissements scolaires. « Nous avons remarqué que la maladie atteint même les jeunes de moins de 18 ans. On nous dit que les gouters qu'ils amènent tous les jours

à l'école y sont pour quelque chose », dit-il avant de rassurer que « c'est une maladie qui n'empêche pas de faire ses travaux champêtres, d'aller à la pêche et même de jouer au foot à condition de suivre scrupuleusement les conseils des médecins. Ne vous laissez pas stresser et abattez à cause de cette maladie », lance-t-il.

Les organisateurs de cette journée ont fait 30 minutes de marche de la DRS jusqu'au parking de Salamani. « Parmi les mesures pré-

ventives de lutte contre le diabète, la marche est très bénéfique, c'est pourquoi nous avons voulu faire cette illustration à la population », explique Dr Sitti Mohamed Dakoine la directrice régionale de la santé qui rajoute qu'au-delà de manger équilibré, il faut éviter les aliments gras et sucrés, mais surtout faire des activités physiques qui sont d'une importance capitale au moins 30 minutes par jour.

Riwad

**La Gazette des Comores**  
Fondateur et Directeur général  
Said Omar Allaoui  
Directeur de la publication  
Elhad Said Omar  
Rédactrice en chef  
Andjouza Abouheir  
Secrétaire de rédaction  
Toufé Maecha  
Rédaction  
Mohamed Youssouf  
Sanaa Chouzour  
A. Mmagaza  
M.I.M Abdou  
Nassuf Ben Amad  
Kamal Gamal Abdou  
Nabil Jaffar  
Riwad  
A Bardraoui  
Mohamed Ali Nasra  
Mise en page  
Abdouchakour Aladi Nourou  
Responsable commercial  
Mariama Mhoma  
Documentation archiviste  
Hadidja Abdou  
Photographe / Site Web  
Mohamed Said Hassane  
Impression  
Graphica Imprimerie  
www.lagazettedescomores.com  
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

UNIONS REGIONALE DES SANDUK  
DE GRANDE COMORESPROFIL DU POSTE CHEF SERVICE CONFORMITE  
ET CONTROLE PERMANENT

## MISSIONS

Responsable du service conformité et contrôle permanent au sein d'une institution financière décentralisée (IFD) ou microfinance, vous avez pour mission de :

- Contrôler sur place et sur pièce les procédures internes
- S'assurer que les risques et la sécurité des opérations bancaires soient maîtrisés
- Contrôler le dispositif de contrôle interne afin de vérifier sa fiabilité et sa pertinence
- Évaluer l'efficacité des outils de gestion et de contrôle notamment et de l'entité contrôlée
- Établir un diagnostic avec une formalisation des axes d'amélioration / recommandations
- Réaliser un suivi de la mise en œuvre des recommandations
- Définir un plan annuel de contrôle sur tout le réseau de caisses en prenant en compte les exigences réglementaires, le suivi des recommandations, la cartographie des risques et les demandes des organes exécutifs et délibérants
- Contrôler l'efficacité du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques
- Identifier et assurer une veille sur le périmètre de conformité
- Réaliser une cartographie des risques de non-conformité afin d'identifier les dispositifs de maîtriser des risques et les plans d'action à mettre en place
- Réaliser des missions de contrôles
- Collecter les incidents liés aux risques de non-conformité
- Organiser des formations à l'attention des salariés afin de les sensibiliser aux problématiques du moment, telles que la protection de la clientèle, la lutte contre le blanchiment
- Organiser et coordonner les reporting, les outils de suivi et de prévention du dispositif de conformité

- Analyser, évaluer l'exposition aux risques et proposer des plans d'amélioration
- Vérifier que l'IFD est conforme aux lois, règlements et normes professionnelles
- Garantir la qualité et le niveau de sécurité des systèmes d'information

## PROFIL

H/F de formation supérieure (BAC+4/5) en finance, comptabilité, audit, gestion ou équivalent

Vous justifiez d'une expérience professionnelle avérée d'au moins 3 ans à un poste similaire dans une institution financière décentralisée ou microfinance ou banque comorienne ou plus généralement dans l'océan indien ;

Vous avez une parfaite connaissance de l'environnement des banques et IFD ou microfinance des Comores et vous disposez de bonnes compétences managériales,

Orienté résultat, doté de bonnes capacités relationnelles, d'une grande autonomie, d'un sens aigu de l'organisation et de la méthode. Vous êtes responsable, loyal, discret, ouvert d'esprit et pragmatique.

La maîtrise de l'outil informatique et d'un logiciel comptable est indispensable.

## PIECES A FOURNIR

- Lettre de motivation
- Curriculum vitae détaillé
- Diplôme légalisé
- Attestations de formation professionnelle continue pertinente
- Attestations de travail et preuves des expériences similaires

## DATE LIMITE DE CANDIDATURE

Les candidatures doivent être envoyées par mail à l'adresse : olabissigroupe@gmail.com et copie : secretariat.urgc@urgc-km.net au plus tard le 25 novembre 2024.

UNIONS REGIONALE DES SANDUK  
DE GRANDE COMORES

## PROFIL DU POSTE ANALYSTE CREDIT ET RISQUES

## MISSIONS

Responsable de la gestion des risques et notamment du risque de crédit au sein d'une institution financière décentralisée (IFD) ou microfinance, vous avez pour mission :

- Évaluer la solvabilité des emprunteurs (capacité de remboursement)
- Procéder à une analyse complète des dossiers de financement (situation financière des demandeurs de crédit)
- Traiter les demandes de financement
- Analyser les risques de crédit des clients présents dans le portefeuille de l'IFD
- Quantifier le risque de crédit (méthodes de rating, scoring, ...)
- Contrôler l'évolution du risque lié à l'encours de prêts accordés
- S'assurer que les emprunteurs honorent leurs engagements
- Former les commerciaux (chefs d'agence et agents de crédit) sur les problématiques des risques clients
- Participer aux comités de crédit
- Présenter le dossier de crédit au Comité de crédit de l'IFD
- Gérer les risques sur l'ensemble du réseau

## PROFIL

H/F de formation supérieure (BAC+4/5) en finance, comptabilité, audit, gestion, risques ou équivalent

Vous justifiez d'une expérience professionnelle avérée d'au moins 3 ans à un poste similaire dans une institution financière décentralisée ou microfinance ou banque comorienne ou plus généralement dans l'océan indien ;

Vous avez une parfaite connaissance de l'environnement des banques et IFD des Comores et vous disposez de bonnes compétences managériales, Orienté résultat, doté de bonnes capacités relationnelles, d'une grande autonomie, d'un sens aigu de l'organisation et de la méthode. Vous êtes responsable, loyal, discret, ouvert d'esprit et pragmatique.

La maîtrise de l'outil informatique et d'un logiciel comptable est indispensable.

## PIECES A FOURNIR

- Lettre de motivation
- Curriculum vitae détaillé
- Diplôme légalisé
- Attestations de formation professionnelle continue pertinente
- Attestations de travail et preuves des expériences similaires

## DATE LIMITE DE CANDIDATURE

Les candidatures doivent être envoyées par mail à l'adresse : olabissigroupe@gmail.com et copie : secretariat.urgc@urgc-km.net au plus tard le 25 novembre 2024.

## SURETÉ ET SÉCURITÉ :

# Les clubs de l'élite outillés pour des stades sûrs

*C'est une première pour notre pays. La confédération africaine de football a mandaté deux experts en matière de sûreté et de sécurité dans les stades, pour former les éléments des forces de l'ordre (Police, et Gendarmerie) mais, aussi les trente clubs de l'élite du football comorien. Durant trois jours, Mamane Idi Al Moustapha, Diabaté Zakarihya, et l'officier national de sécurité et de sûreté, le commissaire Abdulkader Mahamoud, vont donner aux participants, les outils nécessaires pour maîtriser tout ce qui est du domaine sécuritaire dans les stades.*

La cérémonie d'ouverture de cette formation intitulée « Atelier de la CAF, sur l'initiative pour des stades sûrs », s'est déroulée, hier mardi devant le secrétaire général de la fédération de football des Comores, Mohamed Hamid Dahalani, et le représentant du ministre des sports, Toulaiby

Said Ali. Prenant la parole en premier, ce dernier au nom de la ministre de la jeunesse et sports s'est dit heureux que notre pays puisse accueillir un tel événement, en tenant compte de la réalité du terrain. « Il ne faut pas nous voiler la face, dans nos stades, et gymnases nous recensons toutes les semaines des cas de violences. On espère alors que cet atelier va permettre aux bénéficiaires d'avoir les outils nécessaires pour mieux lutter contre la violence ».

La violence sur les stades de football dans notre pays est devenue ces derniers temps un véritable fléau, qui gangrène l'avancée de ce sport, malgré les moyens mis, et par la fédération, et par les dirigeants de clubs. L'incivilité de certains supporters, et surtout l'absence de connaissance sur comment lutter contre les formes de violences dans les stades font, que le peu d'investissement fait par les clubs se trouve en un clin d'œil passé par pertes et profits. C'est pourquoi, le secrétaire général



appelle, et fait le vœu que « les enseignements dispensés au cours de cette formation, devraient non seulement vous permettre d'exceller dans ce domaine mais, aussi de vous protéger de toutes les formes de violences physiques dans les stades » en s'adressant aux bénéficiaires de la formation.

Au cours de son intervention, le secrétaire général de la FFC a tenu à rendre hommage aux deux représentants de la division sûreté et sécurité de la CAF, pour avoir pris de leur temps pour venir dispenser cette formation aux Comores. Il a aussi mis en avant

le rôle décisif du comité exécutif pour la réalisation du projet. « Je tiens à rendre hommage au comité exécutif de la FFC, plus particulièrement au président, Said Ali Said Athouman pour son engagement en faveur du développement du football comorien dans tous ses aspects ».

L'officier de la CAF, Diabaté Zakarihya, au nom de la division, et de son président a remercié les participants venus en nombre, ainsi que les organisateurs de cette formation. Il a en outre souhaité que « l'objectif que nous sommes venus apporter, le soutien que nous sommes venus apporter portent les fruits, et que nous ayons les bonnes pratiques en gestion de football comme le veut, la confédération africaine de football ». Durant trois jours donc, les participants vont passer des séances pratiques au stade Maluzini mais, aussi théoriques sur la bonne approche pour mieux lutter contre les violences dans les stades de football.

Imtiyaz



## APPEL À CANDIDATURE : CHARGÉ(E) RH

### Objectif du poste

De par son expertise dans le domaine, le/la chargé(e) RH construit et assure le déploiement d'une feuille de route permettant de favoriser la mise en place d'un parcours collaborateur attractif notamment à travers un suivi RH fluide et rigoureux et la gestion de projets RH d'envergures. Le/la chargé(e) RH doit permettre l'amélioration/révision des processus RH de l'agence. Il pilote l'ensemble des chantiers RH identifiés en début d'année en veillant à impliquer l'ensemble des parties prenantes au siège et sur le terrain

### Responsabilités et Tâches

#### Recrutement :

Appuyer les managers dans la gestion des recrutements locaux : recueil des besoins, définition des fiches métier, positionnement sur la grille de salaire interne, entretiens et sélection ; veiller à la conformité de l'ensemble des processus de recrutement locaux de l'agence ; faire le lien avec la société de portage pour la contractualisation des candidats retenus.

#### Intégration :

Piloter le parcours d'intégration des nouveaux collaborateurs en veillant à ce que toutes les étapes du processus soient réalisées.

#### Paie et administration du personnel :

Gérer la paie des salariés locaux avec la société de portage en lien avec le pôle finances ; faire le suivi administratif des dossiers du personnel ; assurer un appui sur les démarches administratives du personnel international (visas, titres de séjour, renouvellement des passeports) à la demande de la Direction ; collecter et compiler les informations relatives aux congés.

#### Relations sociales :

Animer les réunions des délégués du personnel avec la société de por-

tage ; participer activement aux négociations.

#### Appui à la direction Pays :

Accompagner la direction sur divers projets/ sujets transversaux.

#### Qualifications et Compétences

Formation : Équivalente à BAC +3 en administration et gestion des ressources humaines.

**Expérience :** Une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire ou en administration du personnel est requise ;

#### Compétences Techniques :

Très Bonne Maîtrise des outils informatiques (MS Office, plateformes digitales)

#### Compétences personnelles :

Capacité à mener plusieurs projets simultanément, respecter les délais et gérer les priorités, sens de la confidentialité et de l'intégrité, excellentes compétences managériales ; excellentes compétences organisationnelles et de gestion du temps ; excellentes compétences en communication orale et écrite ; capacité à travailler de manière autonome et en équipe ; capacité à travailler dans un univers multiculturel.

#### Conditions de Travail :

Lieu de travail : Moroni

Type de Contrat : CDD de 12 mois renouvelable de droit local.

#### Soumission des dossiers

Dossier à envoyer à : [rh.comores@expertisefrance.fr](mailto:rh.comores@expertisefrance.fr)

#### Clôture des candidatures : 20 Novembre 2024- 12h Heure Locale

L'agence se réserve le droit de clôturer l'offre avant la date sus-citée si celle-ci venait à être pourvue avant



## APPEL À CANDIDATURE : ASSISTANT(E) ADMIN PÔLE ACHAT

### Objectif du Poste :

L'Assistant (e) administrative achats a pour mission principale, de garantir la bonne tenue administrative du pôle achat contrats ainsi que l'appui à la mise en œuvre du processus achat.

Ses missions principales concernent la récolte des différents documents lors du processus achat, la vérification de la bonne conformité de ceux-ci ainsi que l'archivage numérique et papier des procédures d'achats.

### Responsabilités et Tâches :

- Appuyer le responsable achat et l'équipe dans l'organisation et la mise en place des activités, dans la gestion administrative du pôle et les missions en lien avec l'Unité Support Projet (USP) ;
- Assurer le classement et archivage physique et virtuel des documents du pôle achat en application des procédures internes ;
- Prendre en charge la publication, le traitement et la modification des consultations dématérialisées sur les différents canaux utilisés par Expertise France en lien avec les acheteurs et le département des affaires juridiques du siège ;
- Mettre en signature les différents documents et veiller à leur archivage ;
- Veiller à la complétude de l'ensemble des dossiers d'achats en version papier et numérique ;
- Appuyer la planification de la passation des contrats et au suivi contractuel et financier d'exécution des contrats et accords-cadres à travers la mise à jour de tableaux de bord Projet et pour l'USP ;
- Tenir à jour les différents outils du pôle ainsi que la bibliothèque documentaire du pôle : (Tableau de bord, outil de
- Soutenir les chargés de contrats et Projets dans l'organisation des sessions de négociation et d'évaluation en lien avec les Projets à travers la mise au point des grilles d'analyse, rédaction des PV d'attribution et de l'ensemble des pièces relevant de la procédure de passation
- Assister les acheteurs auprès des donneurs d'ordres internes, sur l'ensemble du processus achats.

### Qualifications et Compétences :

#### Formation :

Équivalente à BAC +2 en administration, finance, commerce, droit ou domaine connexe.

La connaissance de la réglementation relative à l'achat public serait un atout.

#### Expérience :

Expérience en matière de contractualisation d'achat (fournitures, services et travaux) ; Expérience en matière de subvention/de contractualisation et de reporting financier auprès d'un bailleur de fonds (Union Européenne), dans le domaine de la réglementation française et/ou internationale étant un plus.

#### Compétences recherchées :

Sens de la confidentialité et de l'intégrité ; autonomie et indépendance d'esprit et d'impartialité ; parfaite maîtrise des outils bureautiques ; organisé(e), rigoureux(se) et méthodique ; bonnes qualités rédactionnelles et de synthèse ; bonne expression écrite et orale en français ; excellentes compétences organisationnelles et de gestion du temps ; très méticuleux, précis, grande attention au détail.

#### Conditions de Travail

Lieu de travail : Moroni

Type de Contrat : CDD de 12 mois renouvelable de droit local.

#### Soumission des dossiers

Dossier à envoyer à : [rh.comores@expertisefrance.fr](mailto:rh.comores@expertisefrance.fr)

#### Clôture des candidatures : 20 Novembre 2024- 12h Heure Locale

L'agence se réserve le droit de clôturer l'offre avant la date sus-citée si celle-ci venait à être pourvue avant.



## APPEL À CANDIDATURE : ASSISTANT(E) RH

### Objectif du Poste

L'Assistant(e) RH est chargé(e) de fournir un soutien administratif et opérationnel au service d'administration du personnel. Il(elle) contribue à la gestion efficace des tâches RH, y compris le recrutement, la formation, la gestion des dossiers du personnel, la communication interne et l'intégration des nouveaux collaborateurs.

### Responsabilités et Tâches

#### Gestion Administrative :

Assurer le suivi et la gestion des documents administratifs et contractuels, y compris les visites médicales et dossiers de mutuelle ; mettre à jour périodiquement l'ensemble des outils de gestion RH ; gérer et suivre le planning des congés et absences du personnel ; autres tâches d'appui à l'USP et aux projets.

#### Formation et Développement :

Coordonner, avec le pôle Logistique l'organisation des formations locales ; Gérer les dossiers de formation et suivre la participation.

#### Communication et Relations Sociales :

Appuyer le chargé RH sur la diffusion en interne des informations auprès des employés via les canaux de communication usuels (Wimi, emails, affichages, etc.) ; aider à la préparation des réunions (notamment celles avec les représentants du personnel).

#### Recrutement / Sélection :

Diffuser les annonces de recrutement sur les différentes plateformes et supports ; récolter et classer les candidatures dans l'espace de travail Wimi ; organiser les entretiens et les tests ; tenir à jour le fichier du vivier actif ; rédiger les emails de réponses aux candidatures.

#### Intégration :

Accueillir les nouveaux collaborateurs ; gérer les demandes de création de profils, mails et accès aux divers applications internes ; s'assurer de la

disponibilité des moyens généraux en lien avec le Pôle Moyens Généraux ; appuyer au déploiement du parcours collaborateur.

Liste non exhaustive, l'Assistant(e) RH peut être amené(e) à participer à d'autres missions d'appui à l'USP.

### Qualifications et Compétences

#### Formation :

Équivalente à BAC +2 en administration et gestion ressources humaines ou domaine connexe.

#### Expérience :

Une expérience de 2 ans minimum en administration du personnel ou dans un rôle administratif est requise, expérience transposable souhaitée en ONG ou agence internationale ou administration ou éducation.

#### Compétences Techniques :

Très Bonne Maîtrise des outils informatiques (MS Office, plateformes digitales)

#### Compétences Personnelles :

Excellentes compétences organisationnelles et de gestion du temps ; excellentes compétences en communication orale et écrite ; capacité à travailler de manière autonome et en équipe ; sens de la confidentialité et de l'intégrité ; très méticuleux, précis, grande attention au détail ; coachable.

#### Conditions de Travail

Lieu de travail : Moroni

Type de Contrat : CDD de 12 mois renouvelable de droit local.

#### Soumission des dossiers

Dossier à envoyer à : [rh.comores@expertisefrance.fr](mailto:rh.comores@expertisefrance.fr)

#### Clôture des candidatures : 20 Novembre 2024- 12h Heure locale

L'agence se réserve le droit de clôturer l'offre avant la date sus-citée si celle-ci venait à être pourvue avant.